

3-

LETTRE

D'UN

COLON DE SAINT DOMINGUE

À

M. MALOUE.

2-

LETTER

1848

COLON DE SAINT DOMINGUE



M. M. T.

S

Se vend  
Co., 1  
Street

L E T T R E

D'UN

5.

C O L O N

D E

ST. DOMINGUE

À

M. MALOUE T.

2c.

CaSondres?

DE L'IMPRIMERIE DE BAYLIS, GREVILLE-STREET,

Se vend chez J. DEBOFFE, Gerrard-Street; A. DULAU &  
Co., No. 107, Wardour-Street; L. L'HOMME, New Bond-  
Street; T. BOOSEY, Broad-Street, près de la Bourse-Royale.

1798.

L E T T R E

D U N

C O L O N

D E

T. DOMINGUE



M. M. T.

Imprimerie de la Revue des Deux Mondes

Imprimerie de la Revue des Deux Mondes  
Paris, chez M. L. DEBROUX, Cour du Louvre, vis-à-vis le Palais National  
T. DOMINGUE, Propriétaire, Palais National, ci-devant de la Bastille

1793

V  
plus  
l'abr  
para  
me  
qui  
pété  
M  
j'ai  
tend  
rais  
si g  
m'e  
ran  
A  
rep  
votr  
que



# LETTRE

D'UN

## COLON DE SAINT DOMINGUE

À

M. MALOUE.

**V**OUS n'êtes point heureux, Monsieur, vous ne pouvez plus l'être. Sous l'égide sacrée du malheur, vous seriez à l'abri de mes attaques, si de plus grands malheurs que prépara la vanité & que la perfidie voudrait consommer, ne me commandaient de joindre mon accusation au cri général qui s'est élevé contre vous dans la colonie, & qui a été répété à Londres.

Mes amis, ma famille, mon pays : voilà les intérêts que j'ai à défendre contre vous. Contre vous, monsieur, qui prétendez au droit de les représenter exclusivement ! Je n'aurais jamais assez présumé de moi pour tenter la défense de si grands intérêts avec mes seules armes ; heureusement vous m'en avez fourni : c'est sur celles-là que je fonde mes espérances de succès.

Avant de dévoiler votre conduite, je crois devoir dire, pour le repos de vos amis, que je n'ai nullement l'intention d'attaquer votre réputation d'homme d'Etat, ni de vous disputer la place que des talents médiocres assurent de nos jours aux secta-

B

teurs du philosophisme. Le philosophe, le législateur resteront tout entiers ; je m'adresse uniquement à l'agent de St. Domingue. C'est un colon qui, dans sa loyauté, se plaint que l'agent de la colonie ait cherché à calomnier les intentions & les sentimens de ses compatriotes. C'est un commettant qui demande des éclaircissemens à son délégué. Vous pourrez le trouver étrange ; ce n'est pas l'usage de ces derniers tems ; mais c'est le vœu de la raison & le droit imprescriptible des commettans,

Je n'étais point, Monsieur, votre ennemi : je vous avais trop peu vu pour hasarder un jugement sur votre personne. Il est bien vrai que l'agent de St. Domingue a publié des opinions sur la colonie, qui m'ont paru fausses & dangereuses : je l'ai dit franchement, ouvertement : mais je n'y voulais voir que les erreurs d'un esprit systématique. Je regrettais que la nature m'eût refusé les talens que vos amis exigent dans ceux qui osent opposer leurs opinions aux vôtres ; je gémissais de voir les intérêts de la colonie traités par vous ; mais la pureté de vos intentions, qui était le dernier retranchement de vos amis, me rassurait en me laissant entrevoir un terme à vos erreurs.

J'ai cru, Monsieur, vous devoir cette déclaration franche & sincère avant de vous faire une guerre qui aura les mêmes caractères. Maintenant j'entre en matière.

Je trouvais, il y a quelque tems, dans la rue, un papier plié en forme de lettre, sans adresse. Le premier mot que j'aperçois dans le pli intérieur est le nom d'un homme que je respecte, & qui veut bien m'honorer de son amitié. Je poursuis, je trouve encore le nom d'un homme que j'aime & que j'estime ; je vois un général cité ; un ministre & un sous-secrétaire d'Etat sont nommés, & la dernière phrase semble indiquer que l'intérêt de la colonie est l'objet de cet écrit. Cette pensée me donne naturellement le désir de lire. J'ouvre le papier, je lis ce qui suit :

Je donne la lettre de M. Malouet telle qu'elle est; j'ai poussé le scrupule jusqu'à conserver les fautes d'orthographe; elles sont indiquées par des caractères italiques. Les mots qui se trouvent en majuscules sont ceux que M. Malouet a souligné lui-même dans sa lettre: je n'ai fait d'autre changement que de suppléer à la ponctuation, parce qu'il n'y a ni point ni virgule dans l'original.

“ Je crains bien, Monsieur, que le Général fatigué de  
 “ toute la fermentation que l'intrigue & la cupidité ont excité  
 “ autour de lui n'ait fini par laisser gagner du terrain au  
 “ Parti Charmilly—Il est entouré de ses amis: Malesherbes  
 “ & Courtebonne lui sont acquis—Voilà quatre jours écoulés  
 “ sans que j'aie pu le voir & je renonce à me présenter à sa  
 “ porte—Cependant l'assemblée qui a eu lieu, son objet ap-  
 “ parent, ses vues secrètes, l'opposition que j'ay marqué &  
 “ que j'ay dû constater à des extravagances dangereuses,  
 “ tout cela valoit la peine d'une explication entre le Géné-  
 “ ral & moi—Il est fou que soixante propriétaires sans pro-  
 “ priété délibèrent & ARRÊTENT un impôt extraordinaire  
 “ POUR SUPPLÉER AUX SUBSIDES FOURNIS A LA COLONIE  
 “ PAR L'ANGLETERRE. Si les ministres & le général enten-  
 “ dent bien la valeur des mots Français, le mot ARRÊTÉ  
 “ n'appartient qu'à un tribunal ou à une assemblée législa-  
 “ tive. Le mot SUBSIDE n'est employé que par un roi, par  
 “ un état à l'égard de ses alliés, & non envers des sujets—  
 “ Il est fou qu'une assemblée comme celle d'avant-hier déli-  
 “ bère sur des formes d'administration, & quand je m'oppose à  
 “ de telles folies, quand je force les délibérans d'inscrire mon  
 “ opposition sur leur acte indécet, je devrois avoir l'approba-  
 “ tion du général & du gouvernement—J'ai bravé toutes leurs  
 “ intrigues & leur malveillance—Je m'embarrasse fort peu  
 “ qu'au Port-au-Prince on s'avise de me condamner pour mes  
 “ prétendues opinions philanthropiques, & qu'ici on fasse im-  
 “ primer cette condamnation dans les gazettes. Mais tant que



“ je ne suis pas effectivement révoqué, & que le gouverne-  
 “ ment me consulte ou m'entend, c'est aux vues saines que  
 “ je propose & qui paroissent adoptées qu'on doit quelque  
 “ protection contre cette agitation insensée dont on se laisse  
 “ importuner—Voilà près de cinq ans que j'emploie auprès  
 “ de vos ministres & de vos généraux tout ce que j'ai d'expé-  
 “ rience, de lumières & de courage pour prévenir des fautes  
 “ & des malheurs. Je n'ai pu rien obtenir. Mais j'ay  
 “ dans mon portefeuille les matériaux irrécusables d'un  
 “ compte rendu de mes démarches qui sera *publique* un  
 “ jour, & l'on verra alors avec quelle persévérance j'ay tou-  
 “ jours voulu empêcher ou réparer le mal qui a été *faits*.—  
 “ J'ay recommencé auprès de M. votre cousin avec le même  
 “ zèle, mais j'ay eu à peine quelques instans pour m'expli-  
 “ quer avec lui—Tout ce que je vous engage à lui deman-  
 “ der, c'est qu'il relise sur les lieux mes NOTES, mes MÉ-  
 “ MOIRES, ET QU'IL SE FASSE REPRÉSENTER MA CORRES-  
 “ PONDANCE AVEC LE CONSEIL PRIVÉ S'IL VEUT ÊTRE INS-  
 “ TRUIT—Je vous prie aussi d'avoir la complaisance de lui  
 “ demander s'il veut me donner un rendez-vous avant son  
 “ départ—Pardon de cette longue lettre ; recevez mes ex-  
 “ cuses & mes remerciemens, j'ay l'honneur de vous saluer de  
 “ tout mon cœur.

“ MALOUE.”

“ Jeudi Matin.”

“ M. de Vaudreuil vient de dire à un de mes amis que  
 “ le Général l'avoit assuré hier qu'il désiroit employer  
 “ Charmilly ; que M. Dundas y consentoit ; qu'il n'y avoit  
 “ d'opposant qu'Huskisson, à cause de moi, qu'il avoit ce  
 “ matin, lui Charmilly, un nouveau rendez-vous à dix  
 “ heures & demie chez le Général & que tout s'arrangeoit.  
 “ Je serai enchanté que le Général & la colonie s'en  
 “ trouvent bien.”



J'ai pensé d'abord que cet écrit venait de votre plus grand ennemi ; je ne pouvais croire, Monsieur, qu'il fût de vous.

Il n'est pas possible, me disais-je, que M. Malouet dont les intentions sont si pures, ait voulu calomnier ses compatriotes auprès du Gouvernement dont ils ont sollicité la protection, & auquel ils viennent de donner une nouvelle assurance de leur fidélité & une preuve de dévouement.

Il ne se peut pas que M. Malouet, qui n'a point de vanité, pense & dise que des Ministres auxquels l'Europe reconnaît de grands talens, n'aient fait que des fautes, & qu'un Général choisi par eux pour aller achever la conquête d'une colonie importante, ait un tel besoin d'instruction, qu'il soit obligé de la chercher dans les notes de M. Malouet.

Il est sur-tout impossible que M. Malouet, qui a une réputation d'écrivain, ne connaisse point la valeur des mots Français, & qu'il fasse des fautes d'orthographe.

Enfin la qualité de député de St. Domingue ne se trouvant point à la suite de votre nom, je soupçonnai que la lettre venait de quelqu'un qui voulait séparer deux choses qui sont inséparables dans votre esprit.

En vérité, Monsieur, je voyais dans cet écrit une méchanceté basse & atroce dont vous étiez l'objet, mais dont vous ne pouviez être l'auteur ; & dans mon indignation contre l'homme qui avait pu forger d'aussi absurdes calomnies contre une assemblée respectable, j'allai trouver un colon de mes amis. Il avait quelques lettres de vous ; nous comparons les écritures. . . . je reste confondu : Il entre en fureur, il veut que je fasse insérer la lettre dans les papiers publics ; il l'y fera insérer lui-même, si je m'y refuse. . . . Vous imaginez tout ce qu'un homme d'un caractère véhément a pu dire dans une semblable occasion. Je lui demande le plus profond secret, & de me donner le tems de réfléchir sur l'usage que je dois faire de cette lettre. J'ai réfléchi, Monsieur, & je me suis convaincu qu'il importait à la colonie de la rendre publique. Cette considération l'a emporté

sur toutes mes répugnances, & m'a décidé à répondre aux calomnies dont mon silence pourrait nous rendre tous la victime. Je tâcherai de porter dans cette discussion tout le calme de la raison.

“ Je crains bien, Monsieur, que le Général fatigué de la fermentation que l'intrigue & la cupidité ont excitée autour de lui, n'ait fini par laisser gagner du terrain au Parti Charmilly.—Il est entouré de ses amis : Malessis & Courtebonne lui sont acquis.”

Je ne sais pas ce que c'est qu'une fermentation excitée par l'intrigue & la cupidité, qui fatigue celui autour duquel on l'excite ; mais j'entends votre idée. Vous avez voulu dire que la cupidité avait intrigué auprès du Général, qu'il y avait un Parti Charmilly, que ce Parti avait intrigué contre vous, & que le Général, de guerre lasse, avoit cédé à l'intrigue.

Je ne m'arrêterai pas à ce qui est relatif & personnel au Général. La phrase n'est pas obligeante pour lui ; & quoiqu'en ma qualité de colon, je lui doive de la reconnaissance pour le premier acte de son gouvernement, je ne crois point nécessaire de répondre à votre inculpation. Je me contenterai de vous observer que vous lui supposez une faiblesse de caractère dont sa réputation le défend assez. Passons à ce qui nous regarde.

Vous croyez, ou du moins, vous dites qu'il y a un Parti Charmilly, & vous semblez dire que ce Parti a intrigué. Qu'appellez-vous un Parti, Monsieur ? Sont-ce les signataires de la lettre par laquelle on demandait au Ministre que le Colonel De Charmilly retournât à St. Domingue avec le nouveau Général ? Mais, Monsieur, soixante-seize Propriétaires qui savent que le Colonel de Charmilly avec de faibles moyens en hommes & en argent, a donné à l'Angleterre une partie de la Colonie plus considérable que celle qu'elle possède, qu'il a reçu de Sa Majesté Britannique & de ses Ministres, les témoignages les moins équivoques de satis-

faction, qu'il a toujours été prêt à se dévouer pour la Colonie, qu'il n'a jamais vu un Colon malheureux sans chercher à adoucir sa situation; que dans sa réponse à un ouvrage publié par un homme dont le nom & la qualité pouvaient égarer l'opinion sur St. Domingue, il a développé une connaissance peu ordinaire des ressources de la colonie; ces propriétaires, dis-je, peuvent-ils être accusés d'intrigue pour avoir exprimé le vœu de voir le Colonel de Charmilly retourner à St. Domingue avec le Général? Sont-ils des intrigans lorsqu'ils font publiquement cette démarche, lorsqu'ils s'adressent à M. le Général pour faire parvenir leur lettre au Ministre? Les intrigans n'ont pas cette conduite franche, ils travaillent dans l'ombre, leurs démarches sont secrètes, ils font parvenir leurs calomnies par des voies obliques. Je vous laisse prononcer, Monsieur, quels sont ceux qui ont intrigué autour du Général. Il me semble que si j'avais l'honneur, ou seulement la prétention d'être député de St. Domingue, je voudrais être l'interprète & non le délateur de mes Compatriotes. Je dirais aux calomniateurs qui chercheraient à faire soupçonner leurs sentimens & leurs démarches: " nous ne voulons connaître & nous ne connaissons de Parti que celui de la Colonie. Loin de nous rallier à des hommes qui tenteraient de former un parti, nous désavouerions, nous abandonnerions celui-là même qui voudrait se faire de ses services & de notre reconnaissance un moyen d'ambition personnelle."

Appelleriez-vous par hazard Parti Charmilly le comité, qui, de concert avec le Colonel de Charmilly, a présenté au Général & aux Ministres un plan d'administration civile & militaire pour St. Domingue? Je ne saurais le penser. Vous savez très-bien, Monsieur, que les colons qui composaient ce comité se sont occupés uniquement de présenter au Gouvernement des plans d'administration & d'économie. Tandis que vous vouliez qu'on se tint sur la défensive, ils assuraient qu'il fallait agir offensivement. Ils ont pensé, ils ont agi



différemment de vous, ils n'ont point intrigué, & je suis surpris que vous ayez pu vous y méprendre.

Serait-ce enfin l'Assemblée du 15 Janvier que vous auriez voulu désigner sous le nom de Parti Charmilly ? En ce cas, Monsieur, le Parti Charmilly serait bien nombreux ; car l'Assemblée a été unanime. Vous avez été le seul dissident & de manière encore à laisser croire que vous ne pouviez faire qu'une chicane de mots. D'ailleurs, Monsieur, prenez bien garde, qu'en vous plaignant d'un *Parti Charmilly qui gagne du terrain*, vous semblez indiquer un Parti Malouet qui en perd, & vous ne pouvez vous tirer de cette difficulté qu'à la faveur des circonstances qui cette fois sont pour vous, j'en conviens ; car il est impossible qu'un homme seul soit un parti, cela est évident : ainsi, il est prouvé qu'il n'existe point de parti Malouet, du moins parmi les Colons.

Il est bien vrai que le Comité, que l'Assemblée, que tous les Colons ont manifesté une opinion favorable au Colonel de Charmilly ; mais cela même détruit toute idée de Parti. Je ne vois pas davantage où vous pouvez appercevoir l'intrigue & la cupidité. Ce n'est pas dans l'assemblée qui a été convoquée soudainement pour offrir au Gouvernement tous les sacrifices qu'il croirait nécessaires à la conquête de la Colonie. Ce n'est pas dans le comité. Je ne pense pas que vous osiez vous permettre de l'en soupçonner : la conduite & le caractère des hommes qui le composaient rendent cette supposition impossible. Où donc, Monsieur, trouver l'intrigue & la cupidité que vous placez si près du Général ? Les hommes qui lui sont attachés & que vous nommez dans votre lettre ont une réputation d'honneur & de loyauté au dessus de toute atteinte. Je n'ai point assez l'honneur de connaître M. le Comte de Malessis & M. le Marquis de Courtebonne pour savoir le degré d'attachement qu'ils portent au Colonel de Charmilly ; mais s'ils lui sont acquis,

comme



comme vous le dites, c'est une circonstance flatteuse pour le Colonel de Charmilly, dont je le félicite.

“ Voilà quatre jours écoulés sans que j'aye pû le voir (le Général) & je renonce à me présenter à sa porte.”

Permettez-moi, Monsieur, de recueillir avec soin cet aveu. Il est précieux, en ce qu'il explique le mécontentement & l'humeur contre le Général, qui percent dans votre lettre. Mais poursuivons.

“ Cependant l'assemblée qui a eu lieu, son objet apparent, ses vues secrettes, l'opposition que j'ai marquée & que j'ai dû constater à des extravagances dangereuses, tout cela valoit la peine d'une explication entre le Général & moi. — Il est fou que soixante propriétaires sans propriété dé- libèrent & arrêtent un impôt extraordinaire, &c., &c.”

Relisez attentivement ces deux phrases, Monsieur, & dites si j'ai le droit de vous accuser de perfidie. Quoi ! vous étiez présent à l'Assemblée & vous osez dire qu'elle avait un objet apparent & des vues secrettes, qu'elle a *délibéré* & *arrêté un impôt extraordinaire* ! En vérité cela est dégoûtant de fausseté & de mauvaise foi. Je m'étais bien apperçu qu'une assemblée convoquée malgré l'opposition que vous aviez mise à notre réunion, & qui avait osé se choisir à l'unanimité un président, vous avait déplu ; mais que l'amour-propre blessé vous ait fait descendre jusqu'à la calomnie, c'est ce que je ne concevrai jamais, & je m'en applaudis. Eh ! quoi, Monsieur, nous prions M. le Gouverneur-Général de faire parvenir aux pieds du Trône le résultat de notre délibération, & vous avez la maladresse de nous faire dire ce que nous n'avons pas dit, ce que nous n'avons jamais eu l'intention de dire ! Si vos conversations avec M. le Général ont eu le caractère de votre lettre, je ne suis pas étonné que sa porte se soit fermée à jamais sur vous. Cependant, Monsieur, à l'époque où vous cherchiez à travestir aux yeux du Général notre délibération, vous ne pouviez igno-

rer que le Gouvernement avait daigné nous faire assurer qu'il en étoit content. Il y a dans votre démarche un mélange de perfidie & de gaucherie vraiment inexplicable.

Non, Monsieur, non : nous n'avons point de vues secrètes, point de desseins cachés. Le Gouvernement le sait, & vous en êtes convaincu vous-même. Mais, afin de ne laisser dans aucun esprit le moindre doute sur nos intentions, je vais faire connaître à mes compatriotes de St. Domingue les motifs qui ont déterminé l'assemblée du 15 Janvier, & leur rendre un compte fidèle de ce qui s'y est passé.

Au mois de Décembre dernier, alarmés de bruits vagues qui se répandaient sur l'évacuation prochaine de St. Domingue, quelques propriétaires se réunirent pour concerter les moyens de prévenir ce malheur, qui serait également funeste à la Grande-Bretagne & à la Colonie. Il se forma un comité qui n'avait d'autre objet que de présenter au Gouvernement un plan qui pût le déterminer à nous continuer sa protection. Nous voulûmes remonter à la source de ces bruits d'évacuations : ils ne se trouvèrent point fondés, & dans ce tems-là même le Roi nommait un nouveau Gouverneur-Général de St. Domingue. Nous apprîmes aussi que vous étiez occupé d'un plan, que vous aviez invité quelques propriétaires à en venir prendre communication chez vous. Votre conception n'étoit pas heureuse. Vous proposiez de renoncer aux conquêtes & de se tenir sur la défensive dans les postes que l'on occupait. Vous vous trouvatés seul de votre avis. Vous essayâtes de persuader que le système du Gouvernement étoit purement défensif. On vous répondit que le mémoire que vous veniez de lire n'étoit point de circonstance, puisque vous proposiez un plan défensif comme le meilleur à adopter : vous promîtes de le changer. Ces faits m'ont été attestés par quatre des cinq personnes présentes à la conférence.

Dans le comité, nous avons pensé, au contraire, que le seul moyen de conserver les parties soumises, étoit d'eten-

dre la conquête ; que le seul moyen de dédommager le Gouvernement des dépenses qu'il avait déjà faites, était de soumettre les parties intactes de la Colonie, qui ont de plus l'avantage de mettre la Jamaïque à l'abri d'un coup de main des brigands, qui ne méditent point de conquêtes pour s'y établir, mais pour les incendier ; que le seul moyen de décider les Espagnols était de conquérir ; que sans la conquête, il n'y avait point de tranquillité à espérer ; que la culture ne pouvait se ranimer, le commerce reparaitre qu'avec la sécurité ; & nous avions proposé un plan offensif. La Grande-Bretagne résistait seule au torrent qui s'est débordé & qui menace d'inonder l'Europe, soutenant avec gloire tout le poids des efforts des barbares devant lesquels de grandes Puissances se sont humiliées, pouvait trouver plus sage de concentrer ses forces & tous ses moyens en Europe. En soumettant au Gouvernement un plan de conquête, nous lui présentions un tableau de la dépense. Il fallait rassurer sur les sacrifices que notre position semblait exiger, & rendre à l'expédition de St. Domingue la popularité que son importance & son influence sur le sort des Antilles lui avait d'abord méritée, mais qu'un système défensif, suivi avec opiniâtreté, lui avait fait perdre. Il restait deux grandes ressources ; l'économie dans les dépenses & l'ordre dans la comptabilité, & le dévouement des Colons. Nous osâmes garantir que cette dernière n'avait de bornes que la vie & la fortune des Colons, & qu'on obtiendrait la première en chargeant la Colonie d'administrer ses finances sous les ordres & l'inspection du Gouverneur Général.

Ce plan a été développé dans des mémoires qui fixèrent l'attention du Gouvernement. Le comité s'occupait de solliciter une réunion des propriétaires qui se trouvaient à Londres, lorsqu'il apprit que M. le Gouverneur-Général Nesbitt vous avait écrit pour convoquer une assemblée, dont l'objet ne m'est connu que par des rapports, auxquels j'ac-



corde toute créance, mais dont je ne fais point usage, parce qu'ils ne sont point authentiques. Nous suspendîmes nos démarches ; mais elles furent renouvelées quand nous fûmes informés que vous employiez tous vos moyens pour empêcher l'assemblée d'avoir lieu. Les Ministres eurent la bonté de nous permettre de nous réunir ; l'objet unique de notre délibération leur fut soumis & ils daignèrent l'approuver ; l'assemblée fut convoquée & se tint le 15 Janvier dernier.

M. le Comte de Vaudreuil, nommé Président à l'unanimité, allait se placer, lorsque vous voulûtes gagner les esprits timides en nous faisant craindre que le gouvernement verrait avec mécontentement notre réunion. M. le Comte de Vaudreuil assuré de l'approbation des Ministres, en répondit à l'assemblée & dissipa les inquiétudes que vous cherchiez à inspirer. L'assemblée formée, vous essayâtes de prouver qu'elle était illégale, parce que la capitulation que vous aviez signée, disiez-vous, interdisait les assemblées coloniales jusqu'à la paix. Ce misérable sophisme ne fit pas fortune, & vous attira une mortification que vous auriez pu vous éviter. Il se trouva que vous n'aviez point signé la capitulation ; que les propositions arrêtées à Londres avaient éprouvé des changemens ; que des articles essentiels avaient été ajoutés, & vous fîtes l'aveu que vous ignoriez que les propositions que vous aviez signées n'avaient pas été suivies. Vous aviez aussi oublié qu'en 1795, il y avait eu dans le même local où se tenait celle du 15 Janvier, une assemblée à laquelle vous assistâtes, & que vous acceptâtes d'être du Comité que l'assemblée nomma. J'ai observé qu'en général votre mémoire vous sert mal. Car bien certainement si vous vous étiez rappelé qu'un membre du parlement, considéré dans son pays, jouissant de l'estime des Ministres, qui a bien voulu assister aux séances du Comité & remettre notre travail aux Ministres, a dit à l'assemblée qu'il avait mis sous leurs yeux l'objet de la délibération, vous ne nous auriez point accusés d'avoir DES VUES SECRETTES.



Forcé de renoncer à ces moyens de forme & de chicane, vous voulûtes bien relever l'assemblée de son illégalité, & sanctionner sa délibération en proposant une lettre au Roi, qui exprimait dans d'autres termes les vœux contenus dans les trois articles que nous proposons à l'assemblée d'adopter ; & , ce qui est bien remarquable, c'est que vous rendant à une assemblée que vous prétendiez illégale, vous aviez préparé une lettre au Roi, que vous proposiez à la délibération & à la signature de l'assemblée. Ainsi, Monsieur, toutes les difficultés s'applanissaient, vos craintes s'évanouissaient, la délibération prenait un caractère de sagesse & de légalité, la journée était utile à la colonie, si l'on voulait bien vous en laisser tout l'honneur. L'assemblée consentit à entendre la lecture de votre projet de lettre au Roi ; & je vous proteste que ce n'est pas pour rappeler à votre amour propre un souvenir douloureux, mais uniquement dans la vue de donner à mon récit une exactitude rigoureuse, que je rapporte que cinq ou six personnes seulement se rangèrent à votre avis. On donna une seconde lecture des articles proposés par le Comité, & ils furent adoptés unanimement sans discussion.—Vous aviez parlé cinq ou six fois à l'assemblée ; vous aviez constamment répété que vous adhériez aux vœux exprimés dans les articles proposés par le Comité, mais que vous n'approuviez pas la forme dans laquelle ils étaient énoncés. La délibération adoptée à l'unanimité fut présentée à la signature. Alors, Monsieur, vous déclarâtes que vous ne signeriez qu'avec restriction ; il se manifesta une légère opposition, qui se rendit bientôt au désir que montra M. le Comte de Vaudreuil, qu'on vous laissât toute liberté de signer comme vous jugeriez à propos. Ainsi, Monsieur, vous n'êtes point exact, lorsque vous dites que *vous vous êtes opposé aux folies de l'assemblée, et que vous avez forcé les délibérans d'inscrire votre opposition sur leur acte indécis.*—Je suis convaincu, Monsieur, que lorsque vous êtes de sang froid, vous êtes supérieur à vous-même, & comme je

m'étudie à ne point vous donner d'humeur, j'espère que vous êtes dans ce moment en état de raisonner froidement avec moi sur ce passage de votre lettre.

D'abord, Monsieur, vous conviendrez que vous n'avez été ni fort, ni en force à l'assemblée, & qu'ainsi vous ne nous avez point *forcé* d'inscrire votre opposition sur notre acte; c'est de la meilleure grâce que nous vous avons permis de signer avec restriction. Si vous ne voulez pas absolument voir dans ce consentement l'indulgence & la bonté qui l'ont accordé, vous êtes bien le maître d'y voir un peu de malice, mais il est impossible que vous l'attribuiez à votre force ou à notre faiblesse. Je ne releverai point l'épithète d'*indécent* que vous donnez à notre acte. Je suis sûr que vous la regrettez.

Je me flatte, Monsieur, que vous voudrez bien convenir aussi que l'on ne peut pas appeller *opposition*, la restriction que vous avez ajoutée à votre signature. Vous avez adhéré aux vœux de l'assemblée sans approuver la forme ni la rédaction. Si vous aviez cru devoir vous opposer à nos *folies*, vous l'auriez dit expressément; vous auriez employé tout ce que vous avez d'expérience & de lumières à nous ramener à la raison, & tout ce que vous avez de courage à désavouer formellement nos *extravagances dangereuses*. Ainsi, Monsieur, nous devons croire que nos vœux sont selon votre cœur. Dès lors ce ne sont point les vœux exprimés dans l'acte, que vous avez bien voulu signer, qui sont *indécens*, puisque vous y *adbérez*. Vous n'approuvez ni la forme ni la rédaction; mais cela ne suffit pas pour rendre l'acte *indécent*; & s'il l'eût été avant votre signature, vous ne l'auriez certainement jamais revêtu de votre nom & de votre qualité.

Enfin, Monsieur, convenez que la rédaction de votre *restriction* n'est pas heureuse, & que si, par hazard, vous avez voulu que ce fût une *opposition*, vous avez encore plus mal réussi. L'assemblée exprime le vœu de demeurer sous la domination de Sa Majesté Britannique, de voir un système

offensif substitué au défensif suivi jusqu'à ce jour, & dans le cas où la conquête nécessiterait une contribution coloniale, l'assemblée après avoir offert, EN CE QUI LA CONCERNE, cette contribution, exprime respectueusement le vœu que cette contribution soit administrée par un Comité composé de propriétaires \*.

Vous avez adhéré à ces vœux ; c'est-à-dire, que vous vous êtes joint à nous pour consentir, en ce qui vous concerne, à la contribution & pour supplier Sa Majesté Britannique qu'elle fût administrée par des propriétaires.—Et cependant, trois jours après, vous écrivez qu'une assemblée composée de *Propriétaires sans propriété, a délibéré et arrêté un impôt extraordinaire ; qu'elle a délibéré sur des formes d'administration.* Pardonnez-moi le mot, Monsieur, je le prononce avec répugnance, mais c'est encore le plus doux qui se présente à ma pensée ; il est faux que l'assemblée fût composée de Propriétaires sans propriété ; il est faux qu'elle ait délibéré & arrêté un impôt extraordinaire ; il est faux qu'elle ait délibéré sur des formes d'administration ; il est faux que vous l'ayiez forcée d'inscrire votre opposition : & il était impossible que

---

\* 1<sup>o</sup>. S. E. Le Gouverneur-Général Nesbitt est prié de mettre aux pieds de S. M. B. l'expression de notre respectueuse reconnaissance pour la protection qu'Elle a accordée à la colonie & pour les secours qu'Elle veut bien lui accorder encore, ainsi que l'assurance de notre fidélité, de notre dévouement sans bornes & de notre désir ardent de continuer à vivre sous Sa domination.

2<sup>o</sup>. Craignant que le subside accordé par S. M. B. ne soit pas suffisant pour faire face aux dépenses, que nécessite la conservation des quartiers de la Colonie *soumis* à S. M. B., nous pensons que l'excédent de la dépense doit être rempli par une contribution coloniale.

3<sup>o</sup>. Nous offrons avec empressement, EN CE QUI NOUS CONCERNE, la contribution, laquelle sera, de l'agrément de S. M. B., administrée, sous les ordres du Gouverneur-Général, par une administration composée des propriétaires.



l'idée de contraindre l'assemblée à l'acte le plus simple & le plus insignifiant entrât dans votre tête ; il était impossible que l'assemblée perdît le sentiment de sa dignité au point de vous permettre de manifester une telle prétention, si vous aviez été assez peu sage pour oser l'articuler.—J'ai donc eu raison en commençant cette lettre de vous accuser de perfidie ; & vous m'avez fait un devoir de la révéler à tous ceux que vous calomniez & que vous dénoncez sourdement.

Ainsi, Monsieur, votre leçon de langue Française aux Ministres & au Général se trouve inutile, & ils seront bien assurés que nous n'avons voulu nous ériger ni *en tribunal*, ni *en assemblée législative*. Il vous eût été difficile de leur faire croire que le mot *arrêté* se trouvait dans notre rédaction ou même qu'il eût été prononcé à l'assemblée.

Vous n'auriez pas eu moins de peine à nous faire soupçonner d'avoir délibéré sur des formes d'administration. Il n'y a eu de discussion que celle qu'il vous a plu d'ouvrir sur la légalité de l'assemblée. Il n'y en a point eu sur les trois articles adoptés. Vous n'aurez pas la maladresse de prétendre que nous avons délibéré sur des formes d'administration, parce que nous avons exprimé le vœu que la contribution coloniale, (si le Gouvernement en demande une) soit administrée par des propriétaires ? Je vous engage à ne pas recourir à ces petits moyens, que la mauvaise foi n'emploie jamais avec succès dans une discussion publique. Je ne me donnerais pas la peine d'y répondre, & je vous prie d'avance de faire attention, que si l'expression de ce vœu est une *folie*, une *extravagance dangereuse*, vous êtes un fou, tout aussi extravagant, tout aussi dangereux que nous, car *vous avez adhérent à nos vœux*.

Vous avez cherché, Monsieur, à nous faire une querelle sérieuse en donnant au mot *subside*, dont nous nous sommes servi, une interprétation qui était loin de notre pensée & de nos cœurs. Vous restreignez cette expression à une signifi-

cation



cation unique, faite pour déplaire au gouvernement, surtout, lorsque vous lui dénoncez *les vœux secrets* de l'assemblée ; j'aperçois à travers votre pédanterie une intention perfide qui exige une réponse.

“ Le mot *subside*, dites vous, n'est employé que par un Roi, par un état, à l'égard de ses alliés & non envers des sujets.”

Monsieur, vous vous joignîtes, en 1793, aux propriétaires de St. Domingue qui implorèrent la protection de la G. B. contre les assassins de leur Maître, du meilleur des Rois & du plus vertueux des hommes. Ceux auxquels vous étiez alors réuni, ont conservé au crime & aux criminels la haine profonde qu'ils doivent inspirer. Ils seront fidèles au Souverain sous la protection duquel ils se sont rangés, comme ils ont été fidèles à celui que la Providence leur avait donné. Aussi, Monsieur, le premier vœu que l'Assemblée a exprimé est celui de continuer à vivre sous la domination de Sa Majesté Britannique. Et c'est ce qui éloigne toutes les idées que votre remarque sur le mot *SUBSIDE* pourrait faire naître. Vous nous prêtez, Monsieur, *DES VŒUX SECRETTES*, & en parlant à un Anglais des Ministres & des Généraux de la Grande-Bretagne, vous dites : *VOS MINISTRES, VOS GÉNÉRAUX !!*

Revenons maintenant à la signification exclusive que vous attribuez au mot *SUBSIDE*.

N'ayant pu me procurer le dictionnaire de l'Académie, j'ai eu recours à celui imprimé à Lyon en 1793 sur le Dictionnaire de l'Académie.

Voici ce qu'il dit au mot *subside* :

“ *SUBSIDE* : Impôt, levée de deniers qu'on fait sur le peuple pour les nécessités de l'Etat.—Ex. Nouveau *subside*, imposer, lever un *subside* ; des *subsides*.

“ Il se dit aussi de tous les secours d'argent que des sujets

donnent à leur Souverain.—Ex. On demande tant au Clergé, par forme de subside.

“ Subside se prend encore pour un secours d'argent qu'un Prince donne à un autre Prince son allié, en conséquence des traités faits entr'eux.—Ex. Cet Etat donne de grands subsides à ses alliés.”

Il me semble, Monsieur, que le sens du mot subside est assez éclairci pour justifier l'Assemblée de l'avoir employé, & je crois qu'on lui pardonnera d'avoir plutôt connu la décision de l'Académie Française que l'opinion de M. Malouet. Que penser, Monsieur, de votre silence à l'Assemblée sur une expression dont vous faites, trois jours après, la base d'une accusation grave, en feignant de croire qu'elle renferme des intentions coupables, *des vues secrètes ?* Et pour donner plus de poids à cette dénonciation absurde, vous dites effrontément que vous avez forcé l'Assemblée d'inscrire votre opposition sur son acte indécent ! Et vous voulez que le Général & le Gouvernement couvrent une telle conduite de leur approbation ! Et c'est vous, Monsieur, qui vous plaignez de l'intrigue & de la malveillance !

“ Je m'embarrasse fort peu qu'au Port-au-Prince on s'avise de me condamner pour mes prétendues opinions philanthropiques, & qu'ici on fasse imprimer cette condamnation dans les gazettes.”

Quoi ! Monsieur, c'est un député qui s'embarrasse fort peu que ses commettans s'avisent de le condamner ; qui prise si peu leur estime ; qui compte leur blâme pour rien ; qui ose le penser ; qui ose l'écrire ! En vérité cela me confond. Vous fûtes un peu plus habile à notre Assemblée en prenant le parti de nier l'existence de l'Assemblée du Port-au-Prince, lorsque M. Berault de St. Maurice la cita en preuve que, depuis la capitulation, les Colons pouvaient s'assembler pour des objets particuliers & qui n'avaient aucun rapport au Gouvernement.

“ Mais tant que je ne suis pas effectivement révoqué &  
“ que le Gouvernement me consulte où m'entend, c'est aux  
“ vues saines que je propose & qui paraissent adoptées, qu'on  
“ doit quelque protection contre cette agitation insensée dont  
“ on se laisse importuner. — ”

Tant que vous n'êtes pas effectivement révoqué. — Mais, Monsieur, avez-vous été effectivement élu ? Pensez-vous l'être ? Pourriez-vous en donner la preuve ? Si notre correspondance a quelque suite, je me propose de vous demander votre opinion sur les deux questions suivantes :

Avez-vous jamais été député de St. Domingue ?

Etes-vous encore député de St. Domingue ?

Mais aujourd'hui je ne veux point me livrer à cette discussion & je reviens à votre texte.

Selon vous, Monsieur, le Gouvernement vous consulte ; ce sont les vues saines que vous avez proposées qui paraissent adoptées. — Je voudrais bien vous en croire, Monsieur, mais vous ajoutez l'instant d'après : “ que depuis près de cinq ans vous employez auprès des Ministres & des Généraux tout ce que vous avez d'expérience, de lumières & de courage pour prévenir des fautes & des malheurs ; & que vous n'avez rien pu obtenir, &c. &c. &c. ” En sorte qu'il est impossible de savoir, si réellement le Gouvernement vous consulte & a adopté vos vues saines, & si c'est à ces vues saines que St. Domingue doit ses malheurs, ou s'il faut les attribuer au peu d'attention que vous avez obtenu. Fasse le ciel, Monsieur, que le sort du plan défensif, que vous avez proposé au mois de Décembre dernier, nous mette à portée de décider la question, & de n'avoir plus à craindre que vous soyez consulté ! Ce qui doit nous donner quelques espérances, c'est l'aveu que vous faites du peu d'instans que vous avez eu pour vous expliquer avec M. le Général.

Cette discussion, dans laquelle l'intérêt seul de la Colonie m'a engagé, cette discussion fâcheuse a fatigué mon ame.



J'éprouve le besoin de reposer ma pensée sur un caractère pur, sur des actions nobles & généreuses. Ah! Monsieur, que vous me plaindriez d'avoir été forcé d'appeller sur vous la rigueur de l'opinion, si vous pouviez savoir tout ce qu'il m'en coûte d'être obligé de taire le nom d'un homme vertueux que je voudrais offrir à la reconnaissance de mes compatriotes! Veuillez m'en croire, Monsieur, les sentimens que vous m'avez fait éprouver sont pénibles; vous me privez du bonheur, que j'aurais vivement senti, de vouer à la reconnaissance coloniale l'homme sensible & bon qui a tant fait pour les colons. Dans toute autre circonstance mon amitié eût peut-être triomphé de sa modestie; mais je sais jusqu'où vont son respect & son tendre intérêt pour le malheur; ils ne me pardonneraient que difficilement d'avoir mis le tableau de sa conduite en opposition avec celui de vos procédés.

J'ai l'honneur d'être, &c. &c.

REGNIER.

Londres, 22 Mars 1798.

P. S. Si les personnes, dont je n'ai pas l'honneur d'être connu, doutent de l'authenticité de la lettre, vraiment étonnante, de M. Malouet, je m'engage à leur représenter l'original, ou à leur indiquer le dépôt public où elles pourraient le vérifier.



caractère  
Monsieur,  
sur vous  
t ce qu'il  
mme ver-  
de mes  
sentimens  
me privez  
ouer à la  
qui a tant  
ance mon  
mais je sais  
et pour le  
ent d'avoir  
elui de vos

GNIER.

l'être connu,  
nte, de M.  
à leur in-